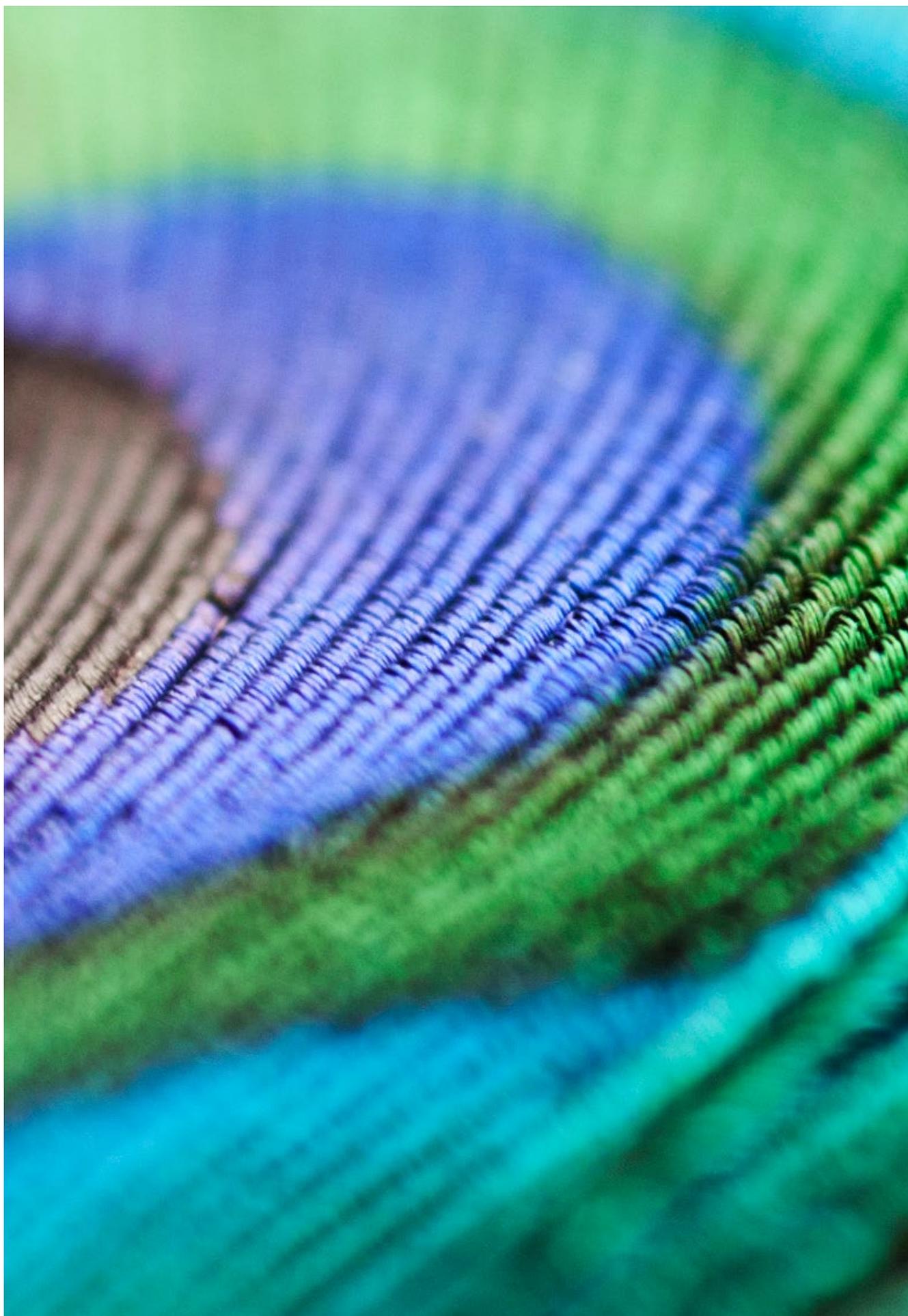




Synthèse ISO : Introduction aux politiques publiques

Optimiser l'engagement de votre ONN
auprès des décideurs politiques



Sommaire

Glossaire des abréviations	4
Résumé	5
Remerciements	7
1. Qu'est-ce qu'une politique publique ?	8
2. Comment les politiques publiques sont-elles élaborées ?	11
4. Qui est responsable de la mise en œuvre de la politique ?	15
5. Le rôle des Normes internationales, des organismes nationaux de normalisation et des organismes d'évaluation de la conformité	17
6. Quels sont les avantages des Normes internationales ?	22
7. Comment les ONN peuvent-ils soutenir l'élaboration des politiques publiques ?	24
8. Comment les ONN peuvent-ils soutenir la mise en œuvre des instruments de politique publique ?	27
9. Comment les ONN peuvent-ils impliquer les décideurs politiques dans la normalisation ?	30
10. Messages-clés à l'attention des ONN	33
Références et ressources	35

Glossaire des abréviations

Abréviation	Définition
EC	Évaluation de la conformité
OEC	Organisme d'évaluation de la conformité
BPR	Bonne pratique réglementaire
BPN	Bonnes pratiques de normalisation
IEC	Commission électrotechnique internationale
ISO	Organisation internationale de normalisation
ISO/CASCO	Comité pour l'évaluation de la conformité de l'Organisation internationale de normalisation
PNQ	Politique nationale de la qualité
ONN	Organisme national de normalisation
SNN	Stratégie de normalisation nationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
IQ	Infrastructure de la qualité
ODD	Objectif de développement durable
OTC	Obstacles techniques au commerce
TC	Comité technique
ONU	Organisation des Nations Unies
CEE-ONU	Commission économique pour l'Europe des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OMC	Organisation mondiale du commerce

Résumé

Il est essentiel pour un gouvernement de disposer de politiques publiques efficaces afin de **répondre aux besoins et aux aspirations des citoyens et d'assurer le bon fonctionnement de la société**.

Les décideurs politiques doivent souvent faire face à un ensemble complexe de problèmes réels et/ou perçus et de défis associés. Ils doivent également s'assurer que les choix politiques qu'ils entendent faire réduisent au minimum les éventuelles conséquences imprévues pour les personnes susceptibles d'en être affectées.

Les Normes internationales peuvent jouer un rôle important en aidant à atteindre les objectifs des politiques publiques dans divers domaines, y compris celles qui sont élaborées ou renforcées dans le but de réaliser le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030¹. Ces normes fournissent des lignes directrices et des meilleures pratiques harmonisées qui garantissent la cohérence et favorisent la coopération entre les pays et les parties prenantes. Les Normes internationales répondent aux besoins du marché et s'appuient sur l'avis d'experts internationaux dans le cadre d'un processus consensuel multipartite. Ces normes sont le fruit d'un large éventail de points de vue et d'expertises, y compris ceux relatifs aux intérêts sociaux et économiques.

Une conception efficace des politiques nécessite souvent une compréhension approfondie du public cible et des impacts potentiels des instruments choisis pour la mise en œuvre. D'autres facteurs influençant la sélection des instruments dépendent des objectifs politiques, du contexte, des ressources disponibles et du niveau souhaité d'intervention de l'État. Souvent, une mise en œuvre efficace des politiques suppose l'application d'une combinaison d'instruments pour relever des défis complexes et multifformes.

Les politiques publiques peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre, notamment en fonction de facteurs culturels, politiques et économiques, ce qui est d'ailleurs souvent le cas. Sachant cela, les décideurs politiques peuvent toujours s'appuyer sur les normes ISO pour obtenir des solutions harmonisées au niveau international. Les membres de l'ISO représentent la plupart des pays du monde. Les préoccupations des membres relatives à une question particulière sont évaluées par tous les membres du système ISO. Cette mobilisation du système ISO peut donner lieu à l'élaboration d'une norme ou à la révision d'une norme existante pour traiter cette question. En outre, les normes ISO sont systématiquement révisées et améliorées par les différents comités techniques. Autrement dit, des solutions et des spécifications actualisées sont délivrées par ces comités.

L'ISO dispose d'un catalogue de plus de 24 000 Normes internationales qui constituent une ressource fiable pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales. L'approche inclusive adoptée pour élaborer les normes ISO garantit une base technique solide sur laquelle les pouvoirs publics peuvent s'appuyer pour atteindre leurs objectifs politiques.

La responsabilité de la mise en œuvre des politiques publiques incombe généralement à divers organismes, départements et organisations publics au sein d'une juridiction donnée, y compris, dans certains cas, aux organismes nationaux de normalisation (ONN). En plus d'encourager les décideurs politiques ou les régulateurs à se référer aux normes dans leurs réglementations, l'ONN pourrait également fournir des conseils aux régulateurs sur les outils d'évaluation de la conformité à utiliser pour garantir un mécanisme de contrôle adéquat.

¹ Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par tous les États membres des Nations Unies en 2015, s'articule par ailleurs autour de 17 objectifs de développement durable (ODD). Les normes, à l'appui des initiatives de politique publique et des réglementations techniques appropriées, peuvent contribuer à l'atteinte des ODD en définissant des exigences, des lignes directrices sur les meilleures pratiques et d'autres critères pour toute une série de sujets. De plus amples informations sur les ODD sont disponibles à l'adresse suivante : <https://sdgs.un.org/fr/goals>.

Pour aider les membres de l'ISO à s'engager plus efficacement et à établir des partenariats solides avec les décideurs politiques et les régulateurs, et ainsi inscrire les Normes internationales dans le programme politique, le Secrétariat central de l'ISO a lancé en septembre 2023 un programme dédié sur les normes et les politiques publiques. Ce programme vise à doter les ONN des connaissances et des outils, ainsi qu'à les soutenir, afin qu'ils s'engagent plus efficacement auprès des décideurs politiques et des régulateurs en s'appuyant sur les Normes internationales, y compris les normes relatives à l'évaluation de la conformité, en tant qu'outil supplémentaire pour atteindre les objectifs politiques dans divers secteurs. La publication de premier ordre de ce programme est le document *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*², qui en définit le cadre. Sur cette base, nous avons conçu un programme d'action complet visant à renforcer la collaboration entre les ONN, les décideurs politiques et les régulateurs, secteur par secteur. Il comprend des ateliers, des synthèses thématiques, des initiatives de recherche, des échanges de connaissances entre pairs et des formations de renforcement des capacités. L'objectif final est d'établir une communauté d'intérêts mondiale dynamique qui utilise les Normes internationales pour atteindre des objectifs de politique publique, favoriser le commerce et promouvoir la coopération internationale en matière de réglementation.

Dans le cadre de ce programme, le Secrétariat central de l'ISO a élaboré la *Synthèse ISO : Introduction aux politiques publiques – Optimiser l'engagement de votre ONN auprès des décideurs politiques*. Ce document offre aux membres de l'ISO une perspective plus large et des conseils sur la manière dont les politiques publiques sont élaborées et mises en œuvre, sur la variété des outils à la disposition des décideurs politiques, sur l'aide que les normes peuvent apporter et sur le rôle des ONN à l'appui des politiques publiques. On ne saurait trop insister sur la nécessité d'un engagement proactif entre les ONN et les décideurs politiques. Document principal d'une série de synthèses thématiques en cours d'élaboration à l'usage des membres de l'ISO (en particulier des pays en développement), cette synthèse vient en complément de la Boîte à outils susmentionnée afin de renforcer l'engagement des membres auprès des décideurs politiques.

2 Disponible sur <https://www.iso.org/fr/publication/PUB100476.html>.

Remerciements

Le contenu de cette publication a été élaboré par Michael Peet, expert international, avec la contribution substantielle du Secrétariat central de l'ISO, et plus particulièrement de Cindy Parokkil et d'Erich Kieck de l'Unité de renforcement des capacités.

Cette publication a grandement bénéficié de l'examen par les pairs de Rashida Nanhuck et Ingvild Næss Stub.

Nous tenons à remercier l'équipe Marketing et Communication de l'ISO/CS qui a apporté son concours à la finalisation de cette publication.

Les travaux ont été financés par la contribution de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida) dans le cadre du Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement, et nous souhaitons exprimer ici toute notre gratitude à l'Agence Sida pour son soutien sans faille aux activités de l'ISO dans les pays en développement.

Avertissement

Cette publication n'implique, de la part de l'ISO, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou délimitations. Le présent document est le fruit des travaux des auteurs mentionnés ci-dessus, édité et publié par l'ISO. Les discussions et les recommandations ne reflètent pas nécessairement les positions de l'ISO et ne sont pas soutenues par l'Organisation. Bien que tout ait été mis en œuvre pour vérifier l'exactitude des informations contenues dans le présent document, l'ISO ne saurait être tenue responsable d'éventuelles erreurs. Le présent document est un document purement informatif et ne reflète en aucune manière les points de vue consensuels formulés dans les normes ISO et les autres produits ISO.

1. Qu'est-ce qu'une politique publique ?

L'OCDE définit la politique publique comme « une ligne de conduite cohérente visant à atteindre un but ou un objectif, à répondre à une question ou à un problème identifié par le gouvernement comme nécessitant une action ou une réforme »³.



³ Voir <https://www.oecd.org/gov/a-to-z-public-governance.htm#:~:text=a%20line%20ministry,-,Policy,as%20requiring%20action%20or%20reform.>

Les politiques publiques sont créées pour atteindre certains objectifs, tels que la promotion de la croissance économique, la sécurité publique, la protection de l'environnement, la lutte contre les inégalités sociales, la fourniture de services publics et l'amélioration du bien-être général de la population. Elles sont généralement conçues pour influencer et guider le comportement des individus, des organisations et des institutions au sein d'une juridiction donnée⁴.

La politique publique est une déclaration d'intention du gouvernement ou d'autres acteurs étatiques visant à donner effet à un ensemble d'objectifs politiques pour résoudre des problèmes ou répondre à divers besoins au sein de la société⁵, y compris pour respecter des engagements régionaux et internationaux tels que le Programme 2030 de l'ONU. Certaines politiques sont conçues pour provoquer le changement quand d'autres cherchent à répondre au changement. Les politiques publiques peuvent être très variées et couvrir différents domaines, notamment :

- **Politique commerciale** : ce type de politique traite des questions liées aux pratiques commerciales internationales, ou aux importations et exportations, dans le but de promouvoir les objectifs économiques tout en protégeant de manière appropriée les intérêts des industries, des travailleurs et des consommateurs du pays.
- **Politique environnementale** : ce type de politique vise à gérer les ressources naturelles, à lutter contre le changement climatique et à réglementer la pollution afin de protéger l'environnement.
- **Politique sanitaire** : ce type de politique traite de l'accès aux soins de santé, de la réglementation des services médicaux et des initiatives de santé publique.
- **Politique des transports et de la mobilité** : ce type de politique porte sur le développement des infrastructures, les systèmes de transport et les réglementations relatives aux modes de transport.
- **Politique énergétique** : ce type de politique implique des décisions concernant la production, la distribution, la consommation et la durabilité de l'énergie.
- **Politique numérique** : ce type de politique vise à gérer, développer, gouverner et renforcer la confiance dans l'économie numérique et l'utilisation des nouvelles technologies, à lutter contre les cybermenaces, à protéger la sécurité nationale, les personnes et les organisations, et à réglementer les nouvelles technologies.

Encadré 1 :

La publication de l'ISO sur les bonnes pratiques de normalisation⁶ note que « l'infrastructure de la qualité (IQ) ne peut fournir des services efficaces et efficients au pays en tant que système complet que si ses éléments sont établis et maintenus au moyen de mandats clairement définis, d'interfaces transparentes sans chevauchements coûteux, et d'une reconnaissance internationale. Ce même document souligne le fait qu'une politique nationale de qualité (PNQ) constitue un document de meilleure pratique qui répond aux besoins liés à l'IQ dans un cadre intégrant d'autres politiques, par exemple une politique industrielle, une politique d'exportation ou une politique environnementale. La PNQ encourage l'application des meilleures pratiques internationales, veille à ce que les fonctions de l'IQ ne soient pas dupliquées et qu'elles visent à répondre aux besoins du secteur de manière économique.

4 Voir également *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, paragraphe 2, p. 13.

5 Pour une explication plus approfondie sur la complexité de définir le terme de politique publique, voir par exemple Cairney (2020), p. 18 ; Hill & Varone (2021), p. 20 ; Hughes (2003), p. 114 ; Shafritz et Russell (2005), p. 42.

6 Voir la publication de l'ISO sur les bonnes pratiques de normalisation, page 98 (en anglais uniquement). Disponible sur <https://www.iso.org/fr/publication/PUB100440.html>.

Les politiques publiques peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre, notamment en fonction de facteurs culturels, politiques et économiques, ce qui est d'ailleurs souvent le cas. Il est essentiel pour un gouvernement de disposer de politiques publiques efficaces afin de répondre aux besoins et aux aspirations de ses citoyens et d'assurer le bon fonctionnement de la société. Les gouvernements doivent également tenir compte de leurs engagements à respecter les accords internationaux auxquels ils sont parties. Les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), par exemple, sont tenus de veiller à ce que leurs politiques commerciales soient alignées sur les dispositions de l'accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC).

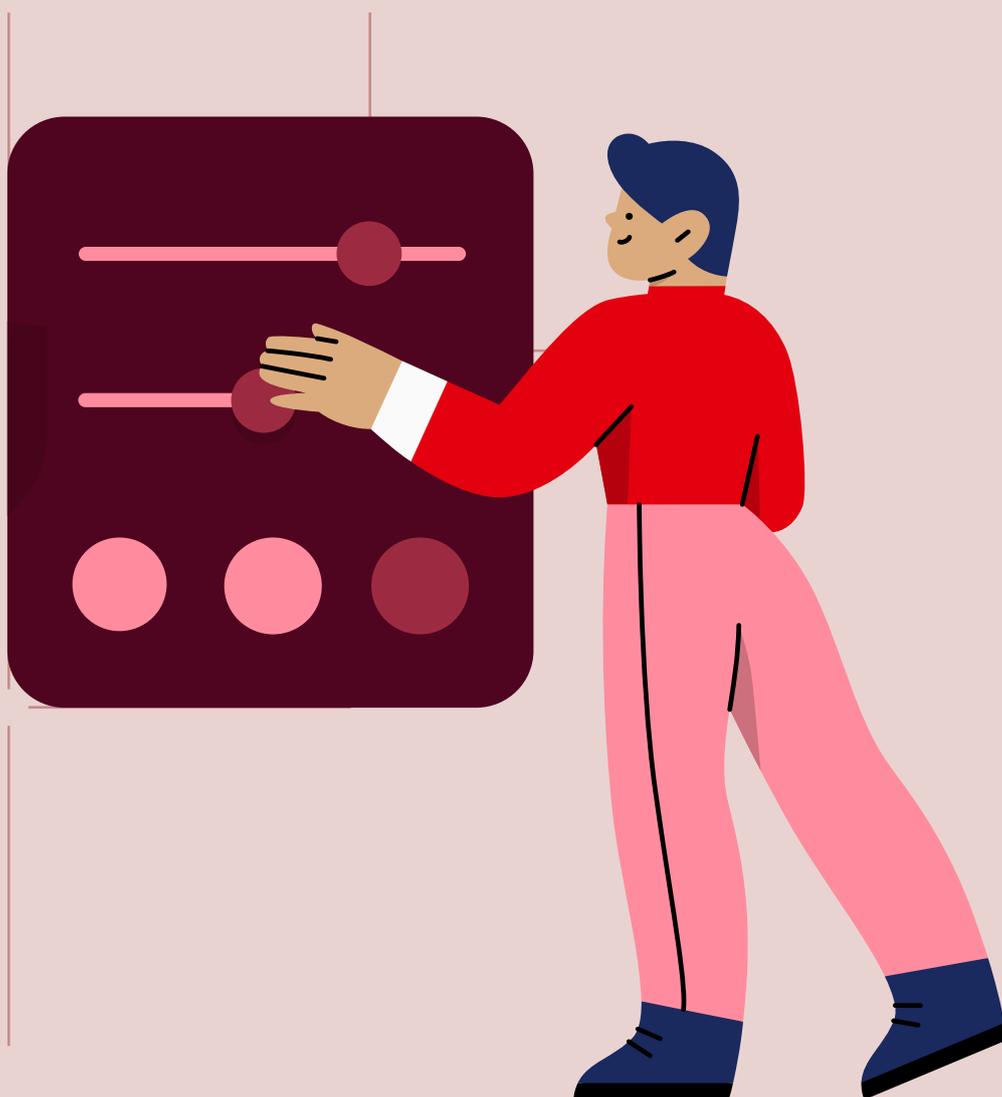
En vertu des articles 2.4 et 5.4 de cet Accord, les membres doivent utiliser les normes internationales pertinentes comme base de leurs règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité, sauf si elles sont inefficaces ou inadaptées aux objectifs de politique générale.

L'article 2.5 stipule quant à lui que « chaque fois qu'un règlement technique sera élaboré, adopté ou appliqué en vue d'atteindre l'un des objectifs

légitimes expressément mentionnés au paragraphe 2, et qu'il sera conforme aux normes internationales pertinentes, il sera présumé – cette présomption étant réfutable – ne pas créer un obstacle non nécessaire au commerce international. » Ces clauses visent à établir la transparence entre les membres au moyen des Normes internationales employées comme socle commun à l'établissement d'exigences obligatoires sur les produits, permettant ainsi une coopération internationale en matière de réglementation. L'élaboration de la politique publique devrait donc être conçue de manière à s'aligner sur les exigences pertinentes de l'Accord OTC et d'autres accords internationaux pertinents. L'élaboration des politiques publiques peut également bénéficier grandement de l'utilisation réfléchie du catalogue toujours croissant des Normes internationales, actuellement plus de 24 000 couvrant de multiples domaines, publiées par l'ISO dans l'optique de parvenir à un tel alignement.

2. Comment les politiques publiques sont-elles élaborées ?

Les décideurs politiques doivent souvent faire face à un ensemble complexe de problèmes réels et/ou perçus et de défis associés. Ils doivent déterminer si le « problème » nécessite une action des pouvoirs publics et, dans l'affirmative, dans quelles mesures intervenir. Ils doivent également s'assurer que les choix politiques qu'ils entendent faire réduisent au minimum les éventuelles conséquences imprévues pour les personnes susceptibles d'en être affectées.



L'élaboration des politiques publiques implique donc en général un processus en plusieurs étapes qui associe activités de recherche, d'analyse, d'engagement des parties prenantes, de prise de décision, de mise en œuvre et d'évaluation⁷.

Si les étapes spécifiques peuvent varier d'un pays à l'autre⁸ et dépendent aussi du contexte et de la complexité de la question en jeu, les étapes génériques décrites ci-dessous sont souvent suivies⁹ lors de l'élaboration des politiques publiques :

- **Identification des problèmes et définition du programme** : le processus commence par l'identification d'une question ou d'un problème de société qui nécessite l'intervention des pouvoirs publics. Les éclairages sur le problème ou la question à l'étude peuvent dériver de différentes sources, telles que les préoccupations de l'opinion publique, l'analyse d'experts ou l'évolution de la situation. Une fois la nature du problème définie, il faut décider quelles questions méritent d'être reconnues comme prioritaires.
- **Analyse politique** : au cours de cette phase, des études et des analyses approfondies sont menées pour comprendre la nature, les causes et les conséquences du problème. Il s'agit de collecter des données, d'examiner la littérature pertinente et d'évaluer les options politiques potentielles. L'objectif est d'obtenir des informations fondées sur des données probantes afin d'éclairer le processus de prise de décision.
- **Formulation de la politique** : sur la base du travail d'analyse, les décideurs politiques, et d'autres personnes disposant de l'expertise nécessaire, élaborent une série d'options politiques potentielles pour résoudre le problème identifié. Ces options peuvent impliquer l'utilisation de différents instruments politiques, comme la création de projets de législation et de propositions de règlement. Chaque option est évaluée en matière de faisabilité, d'efficacité, de coûts et d'impacts potentiels.
- **Engagement des parties prenantes** : la consultation et l'engagement des différentes parties prenantes, y compris les groupes d'intérêt, les organisations de défense, les communautés affectées, les experts et le grand public, sont nécessaires pour évaluer le niveau de soutien à l'instrument politique choisi.
- **Prise de décision** : après avoir évalué les options politiques et recueilli des informations, les décideurs politiques décident de l'approche

politique à adopter. Cette décision peut être influencée par des considérations politiques, les ressources disponibles, l'opinion publique et les recommandations des experts.

- **Mise en œuvre** : une fois qu'une option politique est sélectionnée, un plan de mise en œuvre est élaboré. Il s'agit notamment d'attribuer les responsabilités à une organisation compétente et de veiller à ce qu'elle dispose des ressources nécessaires (personnel, budget et autorité juridique) pour garantir une exécution efficace. Cela peut impliquer l'allocation de ressources, la création de réglementations spécifiques et la mise en place de structures administratives pour mettre la politique en pratique.
- **Suivi et évaluation** : au fur et à mesure de la mise en œuvre de la politique, un suivi et une évaluation continus sont effectués afin de déterminer si la politique est appropriée, si elle est mise en œuvre correctement et si elle produit les effets escomptés.
- **Ajustement des politiques** : si le processus de suivi et d'évaluation révèle des lacunes ou des conséquences inattendues, les décideurs politiques peuvent modifier ou ajuster la politique. Une telle approche permet une amélioration continue et une agilité pour répondre à des circonstances changeantes.
- **Révocation ou maintien de la politique** : les politiques doivent être révoquées dès lors qu'elles ne sont plus pertinentes. À l'inverse, lorsqu'une politique se révèle efficace, elle peut, à terme, être étendue ou affinée.
- **Communication publique** : tout au long du processus d'élaboration de la politique, il est important de communiquer clairement avec le public et les parties prenantes. La transparence des objectifs, de la logique et des avantages attendus de la politique contribue à instaurer la confiance et l'adhésion.

Comme indiqué précédemment, le niveau de complexité et de controverse d'un problème peut avoir une incidence sur le calendrier et l'approche adoptés lors de l'élaboration ultérieure de la politique. Le processus d'élaboration des politiques peut également être influencé par la dynamique politique, les contraintes budgétaires, l'opinion publique et le degré d'urgence associé à la question.

7 Voir également *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, paragraphe 2, p. 13.

8 Hill et Varone (2021), p. 180.

9 Pour plus d'informations et une représentation schématique du cycle politique générique, voir Cairney (2020), p. 26.

3. Quels sont les instruments employés dans la mise en œuvre des politiques publiques ?

La mise en œuvre d'une politique publique peut s'entendre comme des actions à entreprendre pour obtenir les résultats et les effets escomptés de la politique sur le public ciblé. Il s'agit d'un processus au cours duquel les résultats de la politique (ce que le gouvernement compte faire pour traiter une question ou un problème particulier dans la société) sont transformés en résultats politiques¹⁰ (les résultats et l'impact réels d'une politique sur la population ciblée). Cela nécessite une série d'instruments¹¹ et d'outils que les pouvoirs publics et les parties prenantes concernées utilisent pour mettre en œuvre les objectifs politiques. Ces instruments sont conçus pour faciliter l'exécution, la coordination et le suivi des initiatives politiques¹².



¹⁰ Voir par exemple Knill et Tosun (2022), p. 126.

¹¹ Une explication des différentes alternatives à la réglementation traditionnelle est exposée dans un rapport de l'OCDE disponible à l'adresse suivante : <https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/42245468.pdf> (en anglais uniquement).

¹² De plus amples informations sur les bonnes pratiques réglementaires (BPR) sont disponibles dans la publication *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, paragraphe 6 (pp. 23-24) et paragraphe 7 (pp. 25-26).

Ces instruments sont notamment les suivants :

- **Législation** : la législation est l'un des instruments fondamentaux pour donner effet à la politique. La création, la modification ou l'abrogation de lois est le moyen fondamental par lequel les gouvernements exercent leur influence. Les lois et règlements fixent des exigences légales, des interdictions, des sanctions et des obligations que les individus, les organisations et les agences gouvernementales doivent respecter. Ils fournissent un cadre pour la mise en application des objectifs politiques et le maintien de l'ordre¹³.
- **Cadre réglementaire** : il s'agit notamment de définir des règles et des exigences dans le cadre desquelles les agences de réglementation veillent au respect de la législation. Les agences de réglementation sont habilitées à établir des règles et des lignes directrices qui régissent le comportement des individus, des entreprises et des industries. Les règlements peuvent être utilisés pour garantir, notamment, la sécurité, la protection de l'environnement, les droits des consommateurs.
- **Mesures d'incitation et de dissuasion** : la fiscalité, les subventions et les aides peuvent être utilisées pour encourager les particuliers et les entreprises à se conformer aux objectifs politiques. Le gouvernement peut imposer des taxes pour décourager certains comportements ou pour augmenter les recettes. Les subventions peuvent encourager les comportements souhaités, tels que l'adoption des énergies renouvelables. Ces politiques encouragent les individus à adopter les comportements souhaités sans que cela devienne une obligation légale. Les mesures dissuasives telles que les amendes et les pénalités découragent les actions non désirées.
- **Application de la loi** : si nécessaire, des mécanismes d'application de la loi, tels que des pénalités, des sanctions et des procédures judiciaires, sont utilisés pour garantir le respect de la législation et de la réglementation.
- **Programmes et projets** : les programmes et projets, tels que les projets d'infrastructures résilientes, les programmes liés à l'efficacité énergétique ou les interventions en matière de santé publique, peuvent servir à répondre aux objectifs politiques et décrire les étapes, les activités et les ressources nécessaires pour obtenir les résultats souhaités.
- **Partenariat public-privé (PPP)** : la collaboration entre les entités gouvernementales et les organisations du secteur privé peut contribuer à la fourniture de services publics ou de projets d'infrastructure et à la réalisation d'objectifs politiques. Ces partenariats tirent parti de l'expertise, des ressources et du financement du secteur privé pour atteindre les objectifs politiques.
- **Campagnes d'information, de sensibilisation et de communication** : informer le public sur les objectifs, les avantages et les actions de la politique. Ces campagnes peuvent contribuer à influencer le changement de comportement souhaité et à susciter l'adhésion à l'initiative politique.
- **Collaboration et réseaux** : les partenariats et les réseaux avec les parties prenantes, telles que les organisations non gouvernementales (ONG), le monde universitaire et les organisations internationales, peuvent améliorer la mise en œuvre des politiques en tirant parti de l'expertise, des ressources et du soutien de ces parties.
- **Programmes pilotes et démonstrations** : tester les interventions politiques à une petite échelle par le biais de programmes pilotes permet aux décideurs politiques d'évaluer leur faisabilité, leur efficacité et les défis potentiels avant une mise en œuvre généralisée.

Une conception efficace des politiques nécessite souvent une compréhension approfondie du public cible et des impacts potentiels des instruments choisis pour la mise en œuvre. D'autres facteurs influençant la sélection des instruments dépendent des objectifs politiques, de l'approche réglementaire du gouvernement, du contexte, des ressources disponibles et du niveau souhaité d'intervention de l'État. Souvent, une mise en œuvre efficace des politiques suppose l'application d'une combinaison d'instruments pour relever des défis complexes et multifformes.

Un comité technique bien constitué, chargé d'élaborer une norme spécifique pour un objectif politique, impliquera généralement ces parties prenantes dès le départ.

¹³ La Recommandation de l'OCDE concernant la politique et la gouvernance réglementaires définit les mesures que les gouvernements peuvent prendre pour mettre en place des lois et des réglementations qui répondent aux objectifs des politiques publiques et ont un impact positif sur l'économie et la société. Voir *Adapting rulemaking for an interconnected world* disponible à l'adresse <https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/international-regulatory-cooperation-policy-brief-2020.pdf> (en anglais uniquement).

4. Qui est responsable de la mise en œuvre de la politique ?

La responsabilité de la mise en œuvre des politiques publiques incombe généralement à divers services gouvernementaux nationaux et/ou locaux et/ou à des agences (quasi) autonomes, au sein d'une juridiction donnée¹⁴. L'une des principales missions des organismes ou agences de réglementation est de mettre en œuvre les politiques publiques dans des domaines liés au marché, tels que la fourniture d'électricité ou d'eau. Ces organismes exécutent la réglementation en appliquant leurs propres pouvoirs, ressources et responsabilités¹⁵. Les entités responsables de la mise en œuvre de la politique peuvent varier en fonction de la nature de la politique, du niveau de gouvernement (local, régional, national) et de la structure organisationnelle du gouvernement.



¹⁴ Voir Knill et Tosun (p. 123) pour une description plus détaillée de la structure de mise en œuvre.

¹⁵ Idem.

Les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des politiques publiques nationales sont les suivants :

- **Les élus** ont un rôle important à jouer pour garantir la mise en œuvre efficace des politiques en préconisant les ressources nécessaires, en supervisant la mise en œuvre et en procédant à des ajustements ultérieurs, le cas échéant, afin que la politique continue de produire les résultats escomptés.
- **Les administrations et agences du gouvernement** sont généralement les principales entités responsables de la mise en œuvre des politiques publiques. Ces agences sont chargées de mettre en œuvre les actions spécifiques décrites dans le plan d'action. Dans de nombreux pays, les ONN sont également impliqués dans la mise en œuvre des politiques publiques en raison de leur rôle d'élaborateurs de normes et, dans certains cas, d'organismes d'évaluation de la conformité (OEC). Les fonctionnaires, y compris les agents travaillant au sein des agences gouvernementales, sont responsables des opérations courantes de mise en œuvre des politiques. Ils exécutent les tâches, coordonnent les activités, gèrent les ressources et veillent à ce que les objectifs de la politique soient atteints.
- **Les parties prenantes** devraient être engagées et impliquées dans le soutien aux initiatives politiques. En fonction des objectifs de la politique et des résultats escomptés, il est conseillé de promouvoir la participation active de divers secteurs, y compris les entreprises, les ONG, les groupes associatifs et les établissements universitaires, dans l'exécution et l'approbation des initiatives politiques. La collaboration avec ces groupes ciblés peut également renforcer l'efficacité de la mise en œuvre d'une politique. Il convient de noter qu'il est souvent fait appel aux organisations internationales pour délivrer des conseils et une assistance technique aux gouvernements dans la mise en œuvre de politiques ayant des implications transfrontalières, telles que les accords ou traités internationaux relatifs au commerce, au développement durable ou encore au changement climatique.

Une mise en œuvre efficace de la politique suppose une communication claire, une coordination, des ressources suffisantes, un personnel compétent et de l'investissement pour atteindre les résultats escomptés de la politique. Les décideurs politiques doivent également s'assurer que les choix politiques qu'ils entendent faire réduisent au minimum les éventuelles conséquences imprévues pour les personnes susceptibles d'en être affectées. D'autres problèmes peuvent se poser, tels que la limitation des ressources, les inefficacités bureaucratiques, le manque de coordination et l'évolution de la situation politique. Le suivi continu, l'évaluation et l'adaptabilité sont donc essentiels pour garantir une mise en œuvre réussie de la politique.

5. Le rôle des Normes internationales, des organismes nationaux de normalisation et des organismes d'évaluation de la conformité

La publication ISO *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation* met en évidence le concept de norme en tant que document d'orientation « considéré comme une formule ou un document qui décrit la meilleure façon de faire quelque chose. Qu'il s'agisse de la fabrication d'un produit, de la gestion d'un processus, de la prestation d'un service ou de la fourniture de matériaux, les normes couvrent un large éventail d'activités »¹⁶.



¹⁶ Voir *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, paragraphe 9, p. 29.

Les Normes internationales, telles que celles élaborées par l'ISO, l'IEC et l'UIT, organisations connues conjointement sous le nom de Coopération mondiale de la normalisation, sont des solutions globales qui répondent aux besoins du marché et s'appuient sur les connaissances collectives d'experts mondiaux dans le cadre d'un processus consensuel multipartite. Ces normes englobent un large éventail de perspectives et d'expertises, y compris celles liées aux préoccupations d'ordre social, environnemental et économique. Elles servent de lignes directrices et de meilleures pratiques harmonisées pour garantir la cohérence, instaurer la confiance et faciliter la coopération internationale entre les pays et les parties prenantes.

La valeur du système ISO ne réside pas seulement dans le processus d'élaboration des normes et le cadre de gouvernance de l'Organisation, mais aussi dans son vaste réseau mondial composé de 169 membres nationaux, chacun représentant et exprimant la voix de son pays. Tous les membres sont invités à rejoindre les comités techniques (TC) de l'ISO et à contribuer au processus d'élaboration des Normes internationales. Les normes issues de ce processus bénéficient d'une légitimité intrinsèque et d'une adhésion internationale ; elles sont donc largement acceptées au niveau international en ce qu'elles sont basées sur des besoins mondiaux et sont le résultat d'une collaboration systématique et d'un consensus entre les membres. Par conséquent, les normes ISO jouissent d'une crédibilité mondiale et, une fois qu'une norme fondée sur le consensus est approuvée par les membres, elle peut être adoptée globalement par tous les membres de l'ISO, en l'état ou bien remaniée pour répondre aux exigences et/ou au contexte du pays. Ainsi, les Normes internationales constituent un moyen économique de partager et de diffuser les connaissances au-delà des frontières, et d'assurer l'adhésion à grande échelle.

La référence aux Normes internationales et leur application dans la réglementation et la législation peuvent considérablement améliorer l'acceptation des orientations politiques ou de la législation. Sur le plan international, cela peut favoriser la coopération réglementaire et faciliter les échanges. Par conséquent, les Normes internationales ne jouent pas seulement un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques, mais ont également un impact substantiel sur l'élaboration et l'influence des politiques publiques dans différents domaines.

Les Normes internationales ont un impact sur les politiques publiques dans des domaines tels que les suivants.

- **Cadres réglementaires** : l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC) concerne principalement les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité. Les normes, qui sont par définition d'application volontaire dans l'Accord OTC¹⁷, jouent également un rôle important dans son cadre¹⁸. En effet, l'Accord impose que les membres de l'OMC utilisent les Normes internationales pertinentes, chaque fois qu'elles sont disponibles, comme base de leurs réglementations techniques (article 2.4)¹⁹. Les membres de l'OMC sont également tenus d'utiliser « des normes, et où des guides ou recommandations pertinents émanant d'organismes internationaux à activité normative existent ou sont sur le point d'être mis en forme finale » comme base de leurs propres procédures d'évaluation de la conformité (article 5.4)²⁰. Les Normes internationales peuvent donc servir de base à la création ou à l'amélioration d'un cadre réglementaire aux niveaux national et régional qui soit également conforme à l'Accord OTC. Les gouvernements peuvent adopter ces normes dans le cadre de leurs politiques afin de s'assurer que leurs réglementations sont alignées sur les meilleures pratiques mondiales.

L'ISO et l'IEC ont publié un document pour informer les régulateurs des avantages à opter pour le recours et la référence aux normes ISO et IEC dans la réglementation, et pour démontrer que, ce faisant, cela peut favoriser l'application des bonnes pratiques réglementaires²¹. En résumé, les normes ISO/IEC sont élaborées conformément aux dispositions de l'Accord OTC de l'OMC et aux principes régissant l'élaboration des normes²², ce qui signifie que l'utilisation de ces normes comme base de la réglementation technique et/ou des procédures d'évaluation de la conformité n'entraîne pas d'obstacles inutiles au commerce.

17 L'Annexe 1 de l'Accord OTC indique qu'une norme se définit comme un « document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont le respect n'est pas obligatoire. »

18 Pour plus d'informations sur la relation entre règlements techniques et normes dans le contexte de l'Accord OTC de l'OMC, voir la publication *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, Encadré 4, p. 21.

19 Voir l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, article 2, paragraphe 2.4.

20 Voir l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, article 5, paragraphe 5.4.

21 Voir *Le recours et la référence aux normes ISO et IEC dans les politiques publiques*.

22 Voir la Décision du Comité OTC de l'OMC sur les *Principes devant régir l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux*.

- Commerce et échanges** : des études ont montré²³ que les normes utilisées sur les marchés d'importation peuvent entraîner une augmentation des coûts pour les exportateurs en raison de la nécessité d'adapter leurs produits et leurs processus de production, ainsi que de la nécessité de procéder à de nouveaux essais et à une nouvelle certification pour confirmer que les produits satisfont aux exigences du marché d'importation. Lorsque les normes des marchés d'importation sont harmonisées avec les Normes internationales, telles que celles de l'ISO, l'effet négatif sur les exportateurs des pays en développement est considérablement réduit, voire inversé²⁴. Même lorsqu'une norme relative aux marchés d'importation a, au départ, une incidence négative sur les coûts, les entreprises et les pouvoirs publics ont tendance, avec le temps, à renforcer leur capacité de s'adapter et de prospérer dans le nouvel environnement, la norme pouvant alors servir de catalyseur pour l'amélioration de la productivité et de la qualité²⁵. Les politiques publiques qui favorisent l'adoption de ces normes peuvent donc contribuer à stimuler la croissance économique²⁶.
- Santé et sécurité** : les Normes internationales relatives à la santé, à la sécurité et à la qualité sont essentielles dans des domaines comme la sécurité des denrées alimentaires, les produits pharmaceutiques, les dispositifs médicaux et la sécurité sur le lieu de travail. Les pouvoirs publics peuvent utiliser ces normes pour formuler des réglementations qui établissent les meilleures pratiques à suivre, protègent la santé publique et garantissent le bien-être des consommateurs et des travailleurs.
- Protection de l'environnement** : les Normes internationales peuvent être utilisées pour guider l'élaboration de politiques visant à préserver les ressources naturelles, à atténuer le changement climatique et à gérer la pollution. Ces normes aident les pays à aligner leurs politiques environnementales en s'appuyant sur les connaissances des experts internationaux en matière de défis environnementaux.

Exemple 2 :

La British Standards Institution (BSI) collabore avec le Department for Energy Security and Net Zero (DESNZ) et l'Office for Zero Emission Vehicles (OZEV) du Royaume-Uni pour faciliter l'adoption d'appareils consommateurs d'énergie intelligents (ESA pour Energy Smart Appliances) sûrs, sécurisés et interopérables, comme les bornes de recharge des véhicules électriques, et assurer une gestion active de la demande sur le réseau électrique, dite Maîtrise de la demande en énergie (Demand Side Response – DSR). Le programme ESA, dirigé par la BSI, soutient ces objectifs tout en contribuant à une approche plus large en matière de politique et de normalisation.

Exemple 1 :

À Trinité-et-Tobago, le ministère du Commerce et de l'Industrie a mené des campagnes de sensibilisation pour promouvoir les politiques de protection des consommateurs du pays, fondées sur des normes de produits et des bonnes pratiques de fabrication applicables à l'industrie agroalimentaire.

²³ Voir *International Standards and Trade – What does the research say?* (en anglais uniquement)

²⁴ Idem.

²⁵ Idem.

²⁶ Brunsson et Jacobsson (2000) notent que « les normes facilitent les contacts, la coopération et les échanges sur de vastes territoires et même dans le monde entier ».

- **Innovation, transformation numérique et interopérabilité** : dans le domaine des télécommunications, des technologies critiques et émergentes et de l'électronique, les Normes internationales fournissent une base commune pour l'élaboration de politiques publiques qui encouragent et promeuvent le progrès technologique et permettent une bonne intégration des nouvelles technologies dans la société tout en favorisant la confiance.
- **Infrastructures et développement** : dans les domaines de la construction, du transport et de l'urbanisme, l'adoption des Normes internationales peut faciliter l'élaboration de politiques publiques visant à créer des zones urbaines bien planifiées et des villes intelligentes, des systèmes de transport sûrs et des réseaux d'infrastructure fiables.

Exemple 3 :

La Malaisie encourage les entités publiques et privées à adopter diverses normes de systèmes de management, notamment ISO/IEC 27001 (systèmes de management de la sécurité de l'information) et ISO 22301 (systèmes de management de la continuité d'activité) pour les fournisseurs d'interface réseau-canal (NCI) et de services cloud.

Exemple 4 :

Au Canada, certains secteurs de la sécurité publique ont créé des conseils consultatifs des organismes de réglementation qui sont des comités formés pour faciliter l'application cohérente de la réglementation, de la normalisation et de l'évaluation de la conformité dans les juridictions fédérales, provinciales et territoriales. Le Conseil canadien des normes (CCN) a signé des protocoles d'entente avec les conseils consultatifs des secteurs de l'électricité, de la plomberie, du gaz et de la sécurité incendie ainsi que de l'efficacité énergétique afin d'officialiser leurs relations de collaboration.

- **Collaboration mondiale** : les Normes internationales favorisent la collaboration entre les pouvoirs publics, les entreprises, le monde universitaire et la société civile. Les décideurs politiques peuvent utiliser ces normes pour engager des dialogues transfrontaliers, partager des connaissances et relever collectivement des défis mondiaux.

Exemple 5 :

L'initiative de la CEE-ONU sur les normes tenant compte des questions de genre vise à fournir un cadre permettant aux organismes de normalisation de rendre les normes qu'ils élaborent, et le processus d'élaboration des normes qu'ils suivent, sensibles aux questions de genre. Créée en 2016, cette initiative a pour objectifs (i) de renforcer l'utilisation des normes et des règlements techniques en tant qu'outils puissants pour atteindre l'ODD 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) ; (ii) d'intégrer une perspective de genre dans l'élaboration des normes et des règlements techniques ; et (iii) d'élaborer des indicateurs et des critères de genre qui pourraient être utilisés dans l'élaboration des normes.

Si les Normes internationales fournissent des orientations précieuses et peuvent renforcer la confiance, leur adoption et mise en œuvre varient souvent en fonction du contexte juridique, culturel et économique d'un pays donné, ainsi que de son infrastructure de la qualité (IQ). La « politique de la qualité » est un instrument politique important dans le développement et le renforcement d'une IQ nationale et régionale adaptée. Il s'agit d'un sujet important à part entière, dont le rôle et l'objectif sont décrits plus avant dans le document *Quality Policy – Technical Guide* (Politique de la qualité – Guide technique), publié par l'ONUDI²⁷.

Les Normes internationales favorisent et inspirent la confiance, et les services accrédités d'évaluation de la conformité²⁸, qui s'appuient sur ces normes, fournissent des niveaux élevés d'assurance. Il est important de rappeler que le recours aux normes de la boîte à outils de l'ISO/CASCO²⁹ donne confiance dans les activités d'évaluation de la conformité. Les décideurs politiques doivent également tenir compte de ces facteurs lorsqu'ils envisagent d'intégrer les Normes internationales à leurs politiques publiques afin de garantir des résultats efficaces et pertinents par rapport à leur objectif politique.

Sachant cela, les régulateurs peuvent toujours s'appuyer sur les normes ISO pour obtenir des solutions harmonisées au niveau international régulièrement révisées et améliorées. Elles offrent en effet aux pouvoirs publics un socle technique solide pour atteindre leurs objectifs politiques et respecter leurs engagements nationaux et internationaux. L'élaboration des Normes internationales est un processus à plusieurs millions de dollars en matière de temps, d'argent et d'expertise à mobiliser. Les décideurs politiques devraient toujours envisager d'utiliser les normes existantes pour économiser du temps, de l'argent et des efforts, celles-ci pouvant fournir une grande partie des informations techniques et des exigences de sécurité nécessaires à une politique efficace.

²⁷ Disponible sur https://www.unido.org/sites/default/files/files/2018-06/QP_TECHNICAL_GUIDE_08062018_online.pdf (en anglais uniquement)

²⁸ Pour plus d'informations sur la relation entre règlements techniques, normes et évaluation de la conformité dans le contexte de l'Accord OTC de l'OMC, voir la publication *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, paragraphe 10, p. 34.

²⁹ Toutes les informations sont disponibles sur <https://casco.iso.org/toolbox.html>.

6. Quels sont les avantages des Normes internationales ?

Les Normes internationales peuvent avoir un impact positif sur divers secteurs de l'économie, de la sécurité publique et de l'environnement.



Parmi les principaux avantages de l'utilisation des normes que les décideurs politiques devraient prendre en considération, on peut citer leur capacité à :

- **Favoriser l'innovation** : les normes sont un catalyseur de l'innovation en ce qu'elles fournissent un cadre commun qui encourage le développement de nouvelles technologies, de nouveaux produits et de nouveaux processus, permettant aux entreprises de rester compétitives sur un marché mondial en évolution rapide³⁰.
- **Améliorer la qualité et la sécurité des produits** : les normes garantissent la qualité, la sécurité et la fiabilité des produits et des services. Le respect des normes contribue à protéger les consommateurs et l'environnement en réduisant les risques qui peuvent être associés à des produits et services non conformes.
- **Faciliter le commerce international** : l'harmonisation et l'alignement sur les Normes internationales favorisent le commerce en réduisant les obstacles techniques et en permettant aux produits d'être facilement acceptés sur les marchés mondiaux.
- **Promouvoir la durabilité** : les normes contribuent à la durabilité en encourageant l'utilisation efficace des ressources, la protection de l'environnement et l'adoption de technologies propres qui contribuent à la réalisation des objectifs nationaux et mondiaux en matière de durabilité, y compris ceux liés au changement climatique et à la préservation de l'environnement.
- **Soutenir les objectifs réglementaires** : les normes peuvent compléter et soutenir les efforts réglementaires en fournissant un moyen souple et adaptable d'atteindre les objectifs politiques sans imposer de charges inutiles à l'industrie.
- **Promouvoir la confiance numérique** : les normes relatives à l'information et à la cybersécurité, à la protection de la vie privée, à la provenance et à l'interopérabilité numérique sont essentielles pour protéger les infrastructures critiques, les données et les individus, et pour faire face à l'évolution des menaces.
- **Encourager une concurrence loyale** : les normes garantissent des conditions de concurrence équitables pour les entreprises en fixant des règles communes, en empêchant la création d'un avantage déloyal pour un acteur particulier et en favorisant ainsi une concurrence loyale et l'intégrité du marché.
- **Encourager l'adoption grâce à leur légitimité intrinsèque** : l'élaboration des normes est un processus transparent et consensuel impliquant diverses parties prenantes, dont l'industrie, les pouvoirs publics, le monde universitaire et les consommateurs, ce qui garantit des normes équitables et largement acceptées. Les normes ne sont pas de simples documents techniques, elles sont des solutions globales répondant à des problèmes. Elles sont des outils essentiels pour atteindre un large éventail d'objectifs politiques, allant de la croissance économique à la protection de l'environnement en passant par la sécurité publique³¹.

³⁰ Pour plus d'informations, voir la publication de l'ONUDI *Normes et transformation numérique : La bonne gouvernance dans l'ère numérique*.

³¹ Voir également *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, paragraphe 9.2, p. 29.

7. Comment les ONN peuvent-ils soutenir l'élaboration des politiques publiques ?

La préparation et l'adoption des politiques publiques relèvent de la responsabilité des décideurs politiques et des régulateurs. Les ONN peuvent jouer un rôle essentiel dans le soutien à l'élaboration des politiques publiques en fournissant une expertise, des conseils et des ressources concernant les normes techniques et les meilleures pratiques³². Leur participation peut contribuer à garantir l'élaboration de politiques bien éclairées, efficaces et alignées sur les Normes internationales³³. Il est essentiel de se référer à la politique nationale de la qualité (PNQ), le cas échéant, car elle définit les rôles et les responsabilités de toutes les entités au sein du système d'infrastructure de la qualité, tant publiques que privées, établissant ainsi un cadre de confiance.



³² Les moyens spécifiques par lesquels les ONN peuvent bâtir des passerelles entre eux et les décideurs politiques et les régulateurs sont décrits dans la publication *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, Étape 3, pp. 58-61.

³³ Pour en savoir plus sur les responsabilités des décideurs politiques, des régulateurs et des ONN, voir *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, paragraphe 7, pp. 25-26.

Les ONN peuvent jouer un rôle important à l'appui du programme politique. Ils peuvent contribuer à l'élaboration des politiques publiques de différentes manières, notamment :

Tableau 1 : Élaboration de la politique et rôle de l'ONN

N°	Étapes de l'élaboration de la politique publique	Rôle de l'ONN
1	Identification du problème et définition du programme	<ul style="list-style-type: none"> • Expertise technique et prospective : les ONN, par l'intermédiaire de leurs comités techniques et de leur accès à la communauté internationale de normalisation et aux bases de données internationales sur les normes, offrent des perspectives et une expertise technique exclusives dans divers domaines. Ils peuvent fournir aux décideurs politiques des informations précises et actualisées sur les normes sectorielles, les tendances émergentes et les avancées technologiques. En s'appuyant sur les initiatives avant-gardistes de la communauté internationale de normalisation, les ONN peuvent conseiller leurs gouvernements pour anticiper les futurs besoins. • Les ONN peuvent collaborer avec l'ISO pour mener un exercice systématique d'identification des problèmes actuels et émergents et proposer de nouveaux sujets d'étude aux comités techniques de l'ISO.
2	Analyse de la politique	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse d'impact : les ONN peuvent aider les personnes responsables de l'analyse d'impact de la réglementation en mettant à leur disposition leurs connaissances et leurs points de vue sur les potentiels effets des propositions politiques sur les industries, les entreprises et les consommateurs. Ces informations peuvent aider à identifier les défis et les opportunités potentiels associés aux projets de politiques.
3	Formulation de la politique	<ul style="list-style-type: none"> • Les ONN peuvent apporter de précieuses contributions au cours du processus de formulation des politiques et aider les décideurs à mieux comprendre les implications pratiques des différentes options politiques. Ils peuvent ensuite proposer des normes d'application volontaire et des services d'évaluation de la conformité comme outil supplémentaire ou alternatif pour atteindre l'objectif politique, en complément de la réglementation et de la législation. • En intégrant des normes techniques à la conception des projets, les décideurs politiques peuvent améliorer la qualité et l'efficacité de leurs diverses initiatives.
4	Engagement des parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement des parties prenantes : les ONN peuvent aider les décideurs politiques à répondre à leur besoin d'engagement des parties prenantes. Ils interagissent avec un large éventail de parties prenantes et les impliquent dans le processus d'élaboration des normes. Ces parties prenantes peuvent être des représentants de l'industrie, des universitaires et des organisations de défense des consommateurs. • Les ONN peuvent aider à communiquer la finalité et l'intérêt des objectifs politiques auprès d'un large éventail de parties prenantes dans l'ensemble de l'économie. • Encourager les parties prenantes des ONN à jouer un rôle actif et approprié dans le processus d'élaboration des politiques contribuerait à obtenir des politiques équilibrées qui tiennent compte de la variété des perspectives et points de vue. • Résolution des conflits : lorsque des conflits surviennent sur des questions techniques, les ONN peuvent constituer un forum impartial pour résoudre les différends et parvenir à un consensus entre les parties prenantes.

5	Prise de décision	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de rôle à jouer
6	Mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration internationale : les ONN sont membres de l'ISO et d'autres organismes internationaux de normalisation, tels que l'IEC, avec lesquels ils collaborent pour élaborer des normes reconnues au niveau mondial. Cet effort de coopération permet de s'assurer que les politiques qui en découlent sont alignées sur les meilleures pratiques internationales et facilitent les échanges et la coopération. • Élaboration des normes : les ONN contribuent aux activités de normalisation régionales et internationales et, si nécessaire, ils peuvent élaborer des normes adaptées à des besoins spécifiques tout en adhérant aux bonnes pratiques de normalisation (BPN). Les décideurs politiques peuvent se référer à ces normes pour formuler leurs réglementations et politiques afin de garantir la cohérence et l'alignement sur les normes de l'industrie. • Évaluation de la conformité : de nombreux ONN sont en capacité d'offrir des services d'essai et d'inspection ainsi que des programmes de certification basés sur les normes de la boîte à outils de l'ISO/CASCO³⁴ adaptées à ces fins. En outre, ils peuvent exploiter et préconiser l'utilisation des services d'organismes d'accréditation internationalement reconnus pour la vérification impartiale et non biaisée de la compétence de ces services dans des domaines d'activité spécifiques.
7	Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • En utilisant les Normes internationales appropriées dans les cadres de suivi et d'évaluation, les décideurs politiques peuvent mieux mesurer les progrès réalisés et évaluer si les objectifs politiques sont atteints d'une manière plus transparente et comparable. Cela permet de s'assurer que les indicateurs pertinents suivis pour évaluer les résultats des politiques sont réalistes et mesurables.
8	Ajustement de la politique	<ul style="list-style-type: none"> • Le processus de suivi et d'évaluation fournira une bonne indication de la manière dont les objectifs politiques sont atteints. Si les résultats ne répondent pas aux attentes, l'ONN peut apporter des informations techniques sur les ajustements éventuellement nécessaires.
9	Révocation ou maintien de la politique	<ul style="list-style-type: none"> • Sur la base des informations recueillies par les ONN auprès du marché et de leurs parties prenantes, ils peuvent fournir un retour d'information précieux aux personnes chargées de décider du maintien, de l'ajustement ou de la révocation d'une politique.
10	Communication publique	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation du public : les ONN peuvent jouer un rôle dans la sensibilisation du public à l'importance du respect des normes techniques. Ces efforts peuvent faire avancer l'atteinte des objectifs politiques en matière de protection des consommateurs, de sécurité publique et d'assurance qualité.

En collaborant avec les ONN, les décideurs politiques peuvent puiser dans une source précieuse d'expertise technique et de connaissances sectorielles à même d'améliorer la qualité et l'efficacité des politiques publiques. Une telle collaboration permet de combler l'écart entre les objectifs politiques déclarés et la mise en œuvre ultérieure, ce qui permet d'obtenir les résultats politiques escomptés³⁵.

³⁴ Pour plus d'informations sur le concept d'évaluation de la conformité et le rôle de la boîte à outils de l'ISO/CASCO à l'appui de ces activités, voir la publication Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation, paragraphe 10, pp. 34-36.

³⁵ Voir également Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation, paragraphe 9.4, pp. 31-33.

8. Comment les ONN peuvent-ils soutenir la mise en œuvre des instruments de politique publique ?



Les ONN peuvent contribuer au déploiement efficace des différents instruments politiques de la manière suivante :

Tableau 2 : Mise en œuvre de la politique et rôle de l'ONN

N°	Instruments de politique publique	Rôle de l'ONN
1	Législation et réglementation	<ul style="list-style-type: none"> • Les ONN sont le point d'accès aux Normes internationales élaborées par l'ISO et l'IEC et ils gèrent la base de données des adoptions nationales des Normes internationales. • Les ONN peuvent élaborer des normes qui fournissent des critères et des lignes directrices susceptibles d'être intégrés à des cadres juridiques et réglementaires. • La référence aux normes dans les règlements peut aider les décideurs politiques à introduire des exigences plus claires et plus réalisables dans les règlements, ces derniers devenant plus compréhensibles, plus pratiques et plus faciles à appliquer. • Les ONN peuvent élaborer des normes qui servent de base aux instruments réglementaires tels que les lignes directrices, les permis et les licences, ce qui renforce la cohérence et la clarté des cadres réglementaires. • Les décideurs politiques peuvent se référer à des normes établies lorsqu'ils créent des instruments réglementaires, ce qui garantit des règlements basés sur des normes sectorielles reconnues.
2	Mesures incitatives et dissuasives	<ul style="list-style-type: none"> • Les ONN peuvent fournir des informations sur les meilleures pratiques reconnues et les critères de référence du secteur, que les décideurs politiques peuvent utiliser pour concevoir des incitations qui encouragent la conformité et favorisent les comportements souhaités. • En alignant les incitations sur des normes reconnues, les décideurs politiques s'assurent que les incitations sont conditionnées à des résultats pertinents et mesurables.
3	Application de la loi	<ul style="list-style-type: none"> • Les ONN peuvent fournir une assistance technique par l'intermédiaire de services accrédités et reconnus d'évaluation de la conformité, ce qui est très avantageux dans le cadre d'une procédure devant un tribunal.
4	Programmes et projets	<ul style="list-style-type: none"> • Les ONN peuvent collaborer avec les décideurs politiques et les aider à définir les exigences techniques de leurs programmes et projets afin de s'assurer que les projets sont conçus et mis en œuvre conformément aux meilleures pratiques du secteur. • En intégrant des normes à la conception des projets, les décideurs politiques peuvent améliorer la qualité et l'efficacité de leurs diverses initiatives.

5	<p>Collaboration et réseau, y compris les partenariats public-privé (PPP)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les ONN facilitent la collaboration en réunissant les parties prenantes nationales et régionales, des secteurs public et privé, afin d'élaborer et d'approuver les normes. Cela favorise l'instauration de partenariats efficaces pour la mise en œuvre des politiques. • Les décideurs politiques peuvent exploiter les collaborations établies dans le cadre du processus d'élaboration des normes de l'ONN pour favoriser la création de partenariats venant à l'appui des objectifs politiques. • Les ONN peuvent soutenir le processus de suivi et d'évaluation des politiques en informant les décideurs politiques de tout problème lié à la mise en œuvre des normes dans les règlements techniques, y compris les conséquences inattendues, ou si des lacunes existent sur le marché. • La collaboration entre les ONN et les décideurs politiques est essentielle pour créer un environnement réglementaire qui encourage l'innovation, garantit la sécurité et soutient le développement économique.
6	<p>Campagnes d'information, de sensibilisation et de communication</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation du public : les ONN peuvent jouer un rôle dans la sensibilisation du public à l'importance du respect des normes. • Ces efforts peuvent favoriser la réalisation d'objectifs politiques visant la protection des consommateurs, la sécurité publique et l'assurance de la qualité, et faire avancer le changement social, environnemental et économique dans l'ensemble de l'économie.
7	<p>Programmes pilotes et démonstrations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les ONN peuvent suggérer l'inclusion de normes pertinentes dans des programmes pilotes afin de démontrer l'impact possible des normes sur la réalisation des objectifs politiques. • Les ONN peuvent proposer des formations et des ateliers sur le renforcement des capacités ainsi que des ressources de formation aux décideurs politiques afin d'améliorer leur compréhension des questions. Les décideurs politiques pourraient ainsi prendre des décisions éclairées, fondées sur une solide compréhension des normes sectorielles.

9. Comment les ONN peuvent-ils impliquer les décideurs politiques dans la normalisation ?

De nombreux fonctionnaires ont besoin de mieux comprendre la pertinence et l'importance des Normes internationales pour soutenir la formulation et la mise en œuvre des politiques et réglementations publiques.



Pour créer des passerelles avec les décideurs politiques publics, les ONN devraient se familiariser en permanence avec le paysage politique aux niveaux national, régional et international, afin d'identifier de manière proactive les défis politiques pour lesquels les normes et la normalisation peuvent contribuer à apporter des solutions. Pour ce faire, ils peuvent notamment étudier les programmes gouvernementaux, suivre la couverture médiatique ou encore étudier les documents budgétaires et les propositions législatives. Il est en effet essentiel de comprendre pleinement le contexte. Il incombe à l'ONN de communiquer dans la langue des décideurs politiques, laquelle peut varier selon les contextes nationaux. Forts de ces connaissances acquises, les ONN sont mieux préparés à s'engager de manière proactive avec les décideurs politiques publics.

Les ONN peuvent mettre en avant les avantages que présente l'intégration des Normes internationales au contexte national, régional et international en s'appuyant sur un répertoire d'études de cas nationales et internationales probantes. À cet égard, l'Accord OTC de l'OMC est un point essentiel à souligner. Comme expliqué précédemment, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité, conformément aux Normes internationales pertinentes, sont présumés ne pas créer d'obstacles non nécessaires au commerce. Le comité technique OTC de l'OMC a établi six principes régissant l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux³⁶. Les Normes internationales élaborées par l'ISO, l'IEC et l'UIT, organisations connues conjointement sous le nom de Coopération mondiale de la normalisation, sont conformes aux six principes de l'OMC.

Encourager les décideurs politiques à participer à l'élaboration des Normes internationales, par l'intermédiaire de comités techniques nationaux, leur permet de se tenir informés des travaux d'élaboration en cours dans leur domaine de responsabilité (et d'y apporter leur concours), ce qui peut leur être utile pour appuyer leurs objectifs politiques. Il est important que l'ONN soit au courant des différents comités techniques de l'ISO/IEC et des travaux d'élaboration des normes afin qu'il puisse les relier aux priorités nationales du pays.

Exemple 6 :

La British Standards Institution (BSI) dispose d'une procédure spécifique pour répondre aux consultations gouvernementales, travaille à apporter des preuves aux enquêtes parlementaires, et organise des réunions régulières avec les principaux responsables. La BSI fait appel à un service de surveillance politique (une agence externe) pour lui fournir des alertes et des informations ciblées, elle commande des projets de recherche et participe à des projets interministériels. La BSI recommande aux autres ONN de réfléchir à s'adjoindre les services de professionnels de l'engagement gouvernemental, dont la mission n'est pas motivée par des considérations financières ou commerciales, mais qui cherchent à ouvrir la discussion avec les fonctionnaires concernés sur le rôle des normes d'application volontaire.

Exemple 7 :

La Colombie compte environ 29 organismes de réglementation, tous dans le domaine de la réglementation des produits. L'ONN de la Colombie, ICONTEC, a chargé sa direction de la normalisation de gérer les relations avec les décideurs politiques et les régulateurs. Un plan annuel de relations est dressé par le directeur exécutif afin de guider l'organisation dans ses interactions avec ces parties prenantes du secteur public. Dans le cadre de la préparation de ce plan, des réunions sont organisées avec les entités réglementaires identifiées pour discuter de leurs besoins sur la base d'un plan réglementaire annuel défini par chaque régulateur.

³⁶ OMC | Les six principes régissant l'élaboration des normes, guides et recommandations internationaux

Historiquement, de nombreux ONN étaient hébergés dans les ministères nationaux responsables du commerce ou travaillaient principalement avec eux. Compte tenu de ces liens, il n'est pas surprenant que l'accent ait été mis sur la normalisation et les activités d'évaluation de la conformité associées qui facilitent le commerce international. Considérant les défis mondiaux interconnectés auxquels tous les gouvernements sont aujourd'hui confrontés, les ONN devraient étendre activement leur engagement à d'autres ministères et organismes de réglementation, en faisant valoir les avantages du recours aux Normes internationales tout en instaurant des relations plus étroites et complémentaires.

Dans l'optique de faciliter l'établissement de telles relations, l'ISO élabore des synthèses thématiques pour aider les ONN à se rapprocher des ministères dans des domaines comme l'environnement, la santé, l'énergie, les technologies numériques et le développement des petites entreprises. Une étape essentielle de cette action consiste à inclure leurs travaux d'élaboration de normes liées à la politique dans la stratégie nationale de normalisation (SNN). Le processus d'élaboration et de révision de la SNN devrait impliquer des échanges réguliers et significatifs avec les décideurs politiques publics afin que la SNN intègre également leurs besoins de manière efficace.

En outre, les ONN pourraient tirer parti d'une relation plus étroite avec les décideurs politiques publics pour recueillir des informations précieuses sur les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre d'instruments politiques fondés sur des normes. Ce retour d'information peut contribuer à l'amélioration et au renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne les exigences en matière d'évaluation de la conformité associées à ces normes.

Des informations plus concrètes concernant l'engagement avec les décideurs politiques, notamment un guide étape par étape pour un engagement efficace entre les ONN et les décideurs politiques publics, sont disponibles dans la publication ISO *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*³⁷. Ce document contient également des exemples nationaux d'utilisation de normes à l'appui d'activités de politique publique³⁸.

Exemple 8 :

En Jamaïque, l'ONN (BSJ) s'est associé à certaines entités pour ancrer dans l'esprit des futurs décideurs et responsables politiques la nécessité d'utiliser les normes dans l'intérêt de la société. Un module sur la normalisation a été inclus dans le programme de Master d'une université locale, l'Université de technologie. Une étude sur les avantages économiques des normes fait partie des matières obligatoires du programme.

³⁷ Voir la section 2 à partir de la page 40.

³⁸ Voir *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*, paragraphe 9.4, p. 33.

10. Messages-clés à l'attention des ONN



1. Les Normes internationales élaborées par l'ISO, l'IEC et l'UIT, organisations connues conjointement sous le nom de Coopération mondiale de la normalisation, sont conformes aux six principes de l'Accord OTC de l'OMC pour l'élaboration de normes internationales. Le recours à ces Normes internationales, ou leur adoption au niveau national, aide les pays à satisfaire aux exigences de l'Accord OTC de l'OMC, à faciliter le commerce, à instaurer la confiance et à permettre la coopération internationale en matière de réglementation.
2. La préparation et l'adoption des politiques publiques relèvent de la responsabilité des décideurs politiques et des régulateurs. Les ONN peuvent jouer un rôle essentiel dans le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques en fournissant une expertise, des conseils et des ressources concernant les normes techniques et autres et les meilleures pratiques.
3. Les ONN devraient se familiariser en permanence avec le paysage politique – tant au niveau national que régional et international – afin d'identifier de manière proactive les défis politiques pour lesquels les normes et la normalisation peuvent apporter des solutions. En tant que lobbyiste, il incombe à l'ONN de communiquer dans la langue des décideurs politiques, laquelle peut varier selon les contextes nationaux.
4. Les ONN devraient consacrer suffisamment de temps, d'énergie et de ressources à l'établissement de partenariats avec des décideurs politiques de haut niveau afin de garantir que les normes contribuent de manière appropriée au programme politique et que l'ONN est reconnu comme un partenaire de confiance en matière de soutien politique. Cela nécessitera un engagement systématique, des efforts de sensibilisation, des ateliers, des activités de renforcement des capacités et la présentation d'exemples concrets de normes ayant soutenu des initiatives politiques. Des étapes détaillées sur la manière de s'engager avec les décideurs politiques sont disponibles dans le « guide étape par étape » contenu dans la publication *ISO Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation*. Dans de nombreux pays, il existe également de nombreux espaces d'influence formels à ne pas négliger, tels que les enquêtes publiques ou les auditions parlementaires, qui peuvent également servir à développer ou renforcer le dialogue avec les décideurs politiques.
5. Les ONN doivent comprendre les objectifs et les priorités politiques de leurs gouvernements et évaluer comment ils peuvent soutenir les décideurs politiques dans l'engagement des parties prenantes, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques. Ce soutien comprend l'identification et la promotion des normes ISO/nationales existantes et appropriées, ainsi qu'un engagement actif auprès des comités techniques ISO/IEC concernés qui élaborent des normes susceptibles de contribuer à la réalisation d'objectifs politiques spécifiques.
6. L'ONN devrait soutenir la mise en œuvre de réglementations fondées sur des normes en veillant à ce que les services d'évaluation de la conformité associés (essais, inspection et certification) s'appuient sur l'ensemble des normes contenues dans la boîte à outils de l'ISO/CASCO. Cet objectif pourrait être atteint par le biais de programmes et de projets dédiés.
7. L'ISO élabore des synthèses thématiques pour aider les ONN à s'engager avec d'autres ministères au-delà de leur ministère de tutelle, notamment ceux qui sont chargés de l'environnement, du commerce, de la santé, de l'énergie, de la technologie et de l'innovation, de l'économie numérique et du développement des petites entreprises.



Nous contacter

Pour obtenir davantage d'informations et de soutien afin de s'engager avec les décideurs politiques sur les normes, la réglementation et les politiques publiques, contactez-nous à l'adresse suivante : capacity@iso.org.

Références et ressources



11. Références

1. Brunsson, N. et Jacobsson, B. (2000). *A World of Standards*. Oxford: Oxford University Press.
2. Cairney, P. (2020). *Understanding Public Policy, Theories and Issues*, 2e éd. Londres: Red Globe Press.
3. Goodnow, F. J. (2004). « Politics and Administration ». In: Shafritz, J. M., Hyde, A. C. et Parkes, S. J. (eds.) *Classics of Public Administration*. 5e éd. Belmont: Wadsworth Thomson Learning.
4. Henry, N. (2007). *Public Administration and Public Affairs*. 10e édition, New Jersey: Prentice Hall.
5. Hill, M. et Varone, F. (2021). *The Public Policy Process*, 8e éd. Oxford: Routledge.
6. Hughes, O. E. (2003). *Public Management and Administration*, 3e éd., New York : Palgrave Macmillan.
7. Knill, C. et Tosun, J. (2022). *Public Policy: A New Introduction*, 2e éd. Londres: Bloomsbury Academic.
8. Sanetra, C. et Marbán, R. M. (2007). *The Answer to the Global Quality Challenge: A National Quality Infrastructure*. Brunswick, Allemagne: Physikalisch-Technische Bundesanstalt.
9. Shafritz, J. M. et Russell, E. W. (2005). *Public Administration*, 4e éd. New York: Pearson Longman.
10. Stone, D. (2004). « Policy Paradox: The Art of Political Decision Making ». In: Shafritz, J. M., Hyde, A. C. et Parkes, S. J. (eds.) *Classics of Public Administration*. 5e éd. Belmont: Wadsworth Thomson Learning.

12. Ressources

ISO, *International Standards and Trade – What does the research say?*

Disponible sur : <https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/store/en/PUB100448.pdf> (en anglais uniquement).

ISO, *Good Standardization Practices.*

Disponible sur : <https://www.iso.org/publication/PUB100440.html> (en anglais uniquement).

ISO, *Stratégies nationales de normalisation.*

Disponible sur : <https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/store/en/PUB100450.pdf>

ISO/IEC, *Le recours et la référence aux normes ISO et IEC dans les politiques publiques.*

Disponible sur : <https://www.iso.org/fr/publication/PUB100358.html>.

ISO/IEC, *Normes internationales ISO et IEC pour les décideurs politiques.*

Disponible sur : https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/store/fr/PUB100359_fr.pdf

Rapport de l'OCDE, « Alternatives to Traditional Regulation ».

Disponible sur : <https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/42245468.pdf> (en anglais uniquement)

OCDE, A à Z des termes de gouvernance publique [page web].

Disponible sur : <https://www.oecd.org/gov/a-to-z-public-governance.htm#:~:text=a%20line%20ministry.-,Policy,as%20requiring%20action%20or%20reform>

ONUDI, *Quality Policy – Technical Guide.*

Disponible sur : https://www.unido.org/sites/default/files/files/2018-06/QP_TECHNICAL_GUIDE_08062018_online.pdf (en anglais uniquement)

ISO/IEC, *Using and referencing ISO and IEC standards for technical regulations.*

Disponible sur : <https://publicsectorassurance.org/supporting-material/using-and-referencing-iso-and-iec-standards-for-technical-regulations/#:~:text=Utiliser%20et%20référencer%20les%20normes%20ISO%20et%20IEC%20pour,que%20faire%20ainsi%20peut%20soutenir%20une%20bonne%20pratique%20réglementaire> (en anglais uniquement).

ISO, *Normes et politiques publiques : Boîte à outils à l'usage des organismes nationaux de normalisation.*

Disponible sur : <https://www.iso.org/fr/publication/PUB100476.html>

ISO/CASCO, *Conformity assessment for standards writers – Do's and don'ts.*

Disponible sur : <https://www.iso.org/fr/publication/PUB100303.html> (en anglais uniquement).

CEE-ONU, *Lignes directrices concernant l'élaboration de normes tenant compte des questions de genre.*

Disponible sur : https://unece.org/sites/default/files/2022-12/ECE_TRADE_472F.pdf

ONUDI, *Making standards work for sustainable development: UNIDO and ISO – a longstanding partnership.*

Disponible sur : https://hub.unido.org/sites/default/files/publications/ISO_BROCHURE_online_FINAL_2022.pdf?_ga=2.242376710.58454552.1694275885-286109876.1670602837 (en anglais uniquement)

Division de la politique de la réglementation de l'OCDE, *International Regulatory Co-operation – Adapting rulemaking for an interconnected world. Policy Brief*, avril 2020.

Disponible sur : <https://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/international-regulatory-cooperation-policy-brief-2020.pdf> (en anglais uniquement)

ONUDI, *Restaurer l'infrastructure qualité pour un avenir durable.*

Disponible sur : https://hub.unido.org/sites/default/files/publications/SDG_FRENCH_Online_DS.pdf

ONUDI, *Normes et transformation numérique – La bonne gouvernance dans l'ère numérique.*

Disponible sur : https://hub.unido.org/sites/default/files/publications/ONLINE_FRENCH_Standard_digital_transformation_final.pdf

À propos de l'ISO

L'ISO (Organisation internationale de normalisation) est une organisation internationale non gouvernementale, indépendante, composée de 170* organismes nationaux de normalisation. Par ses membres, l'Organisation réunit des experts qui mettent en commun leurs connaissances pour élaborer des Normes internationales d'application volontaire, fondées sur le consensus, pertinentes pour le marché, soutenant l'innovation et apportant des solutions aux enjeux mondiaux.

L'ISO a publié plus de 25 200* Normes internationales et publications associées, couvrant la quasi-totalité des secteurs, des technologies à la sécurité des denrées alimentaires, en passant par l'agriculture et la santé.

Pour plus d'informations, consultez le site **www.iso.org**.

* March 2024



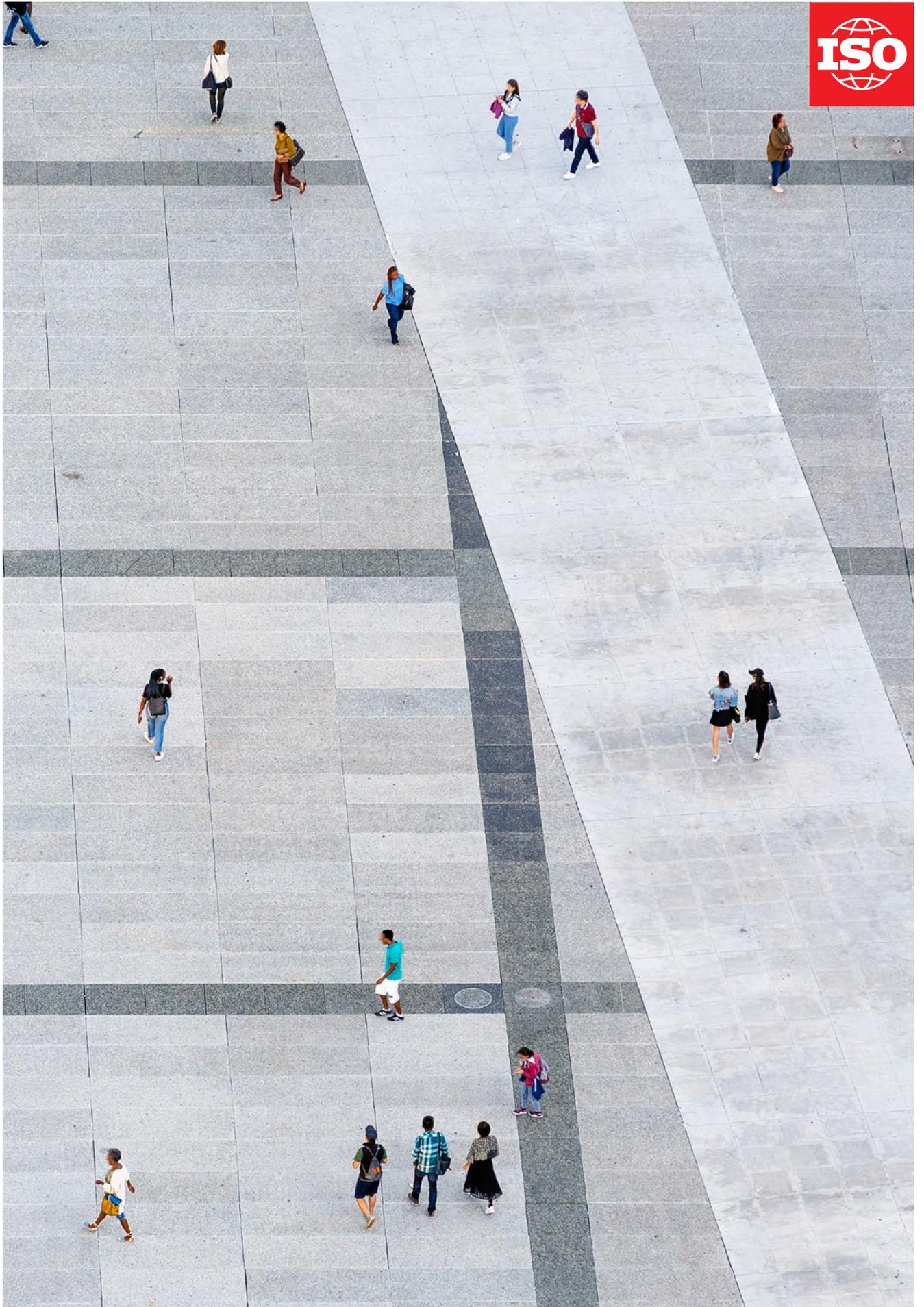
Le site Web de l'ISO : www.iso.org

Les actualités ISO : www.iso.org/fr/news.html

Les vidéos ISO : www.iso.org/youtube

Suivez-nous sur Twitter : www.iso.org/twitter

Rejoignez-nous sur Facebook : www.iso.org/facebook





**Organisation internationale
de normalisation**

Secrétariat central de l'ISO
Chemin de Blandonnet 8
1214 Genève, Suisse

La préservation de notre planète nous tient à cœur.
Cette brochure est imprimée sur du papier recyclé.
© ISO, 2024
Tous droits réservés

**Découvrez
la version
numérique !**



iso.org